

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2009)
Heft: 1829

Artikel: Plan de relance : vision d'avenir énergétique aux abonnés absents : le Conseil fédéral pare au plus pressé sans poser les bases d'un développement économique plus sûr
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1013905>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Plan de relance: vision d'avenir énergétique aux abonnés absents

Le Conseil fédéral pare au plus pressé sans poser les bases d'un développement économique plus sûr

Jean-Daniel Delley (18 juin 2009)

Trop ou trop peu? Le débat sur les plans de relance lancés par la Confédération n'est pas prêt d'être clos. En comparaison internationale, l'effort helvétique paraît bien modeste, obsédées que sont les autorités par le frein à l'endettement. Ce souci de ne pas charger financièrement les générations futures est légitime. Mais avant d'articuler des chiffres et de pratiquer sous ou surenchère, c'est de contenu qu'il faut débattre.

Un programme de relance doit contribuer à léguer à nos successeurs une économie durable et non pas financer des activités et des investissements qui se révéleront caducs dans une décennie déjà. Dans cette perspective, les dernières mesures décidées par le Conseil fédéral, qui visent le marché du travail et le pouvoir d'achat, parent au plus pressé mais ne traduisent pas une vision d'avenir.

La sécurité énergétique constitue un facteur déterminant du développement économique. L'épuisement programmé des énergies fossiles et l'augmentation de leurs prix imposent une substitution rapide de nos sources d'approvisionnement. Voilà ce qui devrait être la colonne vertébrale d'une relance durable. L'étude du conseiller national socialiste Rudolf Rechsteiner, un spécialiste des questions énergétiques, en donne les lignes de force.

Techniquement, le potentiel de production électrique à partir des énergies renouvelables représente trois à quatre fois l'électricité fournie par le parc nucléaire. Les milliers de projets annoncés dans le cadre du projet de rétribution à prix coûtant du courant injecté suffiraient à eux seuls à remplacer la centrale de Mühleberg. L'avenir appartient à la production décentralisée.

Les bâtiments peuvent produire la chaleur et l'électricité qu'ils consomment. Les éoliennes et la biomasse fournissent l'énergie nécessaire aux transports. La promotion des énergies renouvelables contribuerait à la création d'emplois en grand nombre et rapidement, contrairement à la construction de nouvelles centrales nucléaires. Elle favoriserait les exportations de technologies sur un marché international en pleine expansion.

Mais c'est à croire que le soleil ne brille plus que parcimonieusement sur la Suisse. Alors que nos voisins avancent à grands pas dans la voie des énergies renouvelables, notre pays tergiverse. Les incitations financières restent modestes et les électriciens persistent à rêver d'un avenir nucléaire qui assoirait leur pouvoir énergétique et financier.

L'économie sociale et solidaire peut contribuer à la relance

On aime bien le microcrédit, en Suisse aussi. Mais pas au point d'y voir un instrument de soutien à l'emploi, comme le fait l'Union européenne

Yvette Jaggi (22 juin 2009)

Dans tous les pays industrialisés, et même en Suisse où les programmes conjoncturels n'ont pourtant

pas la cote, on libère des centaines de millions, voire des milliards d'unités monétaires pour soutenir la croissance et

l'emploi. Les différents gouvernements puisent plus ou moins aux mêmes sources pour financer des mesures et projets